

## Savoir/agir numéro 2, décembre 2007

### Grand entretien avec Anne-Marie Thiesse

*Question : Comment en êtes-vous venue à étudier la question de la nation et de l'identité nationale ?*

Anne-Marie Thiesse : Quand j'étais en thèse, dans les années 1970, je n'imaginais pas m'intéresser un jour à cette question. À l'époque, elle n'intéressait que l'extrême-droite. En parler revenait soit à se situer dans le camp nationaliste, avant même l'émergence du Front national, soit à produire un texte du type « nationalisme et nazisme », « nationalisme et impérialisme » ou « nationalisme et antisémitisme ». Ce qui était associé au national était connoté négativement et, sur le plan politique, d'extrême-droite. Dominique Schnapper a remarqué qu'il n'y avait pas d'études sociologiques sur le sujet dans les années 1970. On évoque souvent le tournant de 1974, avec la suspension de l'immigration. Il y en a un autre, à la fin de la décennie, avec l'apparition du mot *identité*, peu usité dans un sens collectif jusque-là. L'histoire de ce terme a été présentée par Martina Avanza et Gilles Laferté<sup>1</sup>. C'est seulement dans la seconde moitié des années 1980 que ce terme va se diffuser, associé à celui de nation. Auparavant, selon les époques, on parlait d'« âme », de « génie », d'« esprit » de la nation pour désigner à peu près la même chose.

Pourquoi y a-t-il à ce moment-là émergence de la question nationale, ou plutôt réapparition de ce sujet et apparition d'un nouveau terme ? Il faut rappeler que c'est l'époque de la délégitimation intellectuelle de l'internationalisme marxiste, du début de l'effondrement de l'URSS et des conversions implicites ou explicites de beaucoup d'intellectuels et de chercheurs. Se produisent aussi des changements sociaux sur fond de vide intellectuel, d'absence de références pour les interpréter. De là le retour du religieux et le retour du national. Deux références qui, au moins dans le monde occidental, paraissaient très affaiblies après 1968.

Mes premières recherches relevaient de la sociologie littéraire. Dans ce cadre j'ai étudié le régionalisme littéraire, notamment à partir des archives disponibles au musée des Arts et Traditions populaires. J'ai découvert alors que régionalisme littéraire et régionalisme politique étaient portés par les mêmes personnes, qu'ils étaient étroitement imbriqués. Le régionalisme avait été une des grandes composantes de l'idéologie de la Troisième République, comme élément du sentiment d'appartenance nationale.

J'ai eu l'occasion ensuite de travailler sur le régionalisme allemand. Mon hypothèse initiale supposait des analogies, mais aussi de fortes différences. Mais l'étude de la documentation m'a montré que les analogies l'emportaient largement. Or les perspectives usuelles sur l'histoire française et l'histoire allemande ne me permettaient pas d'expliquer ces fortes ressemblances. La seule issue était donc de repenser l'approche de la question. Je suis arrivé à la conclusion que le sujet d'études pertinent était le national et non pas le régional. J'ai donc examiné la situation dans plusieurs autres pays. Et j'ai constaté la similarité des processus à l'œuvre dans la construction de l'identité nationale.

*Q : Pouvez-vous préciser ces processus ?*

A-M.T. Chaque individu est en principe pourvu d'une identité nationale. Il a appris dès son plus jeune âge que cette identité est spécifique, incomparable aux autres. Le récent débat présidentiel a été éclairant de ce point de vue : quelles que soient les positions idéologiques des uns et des autres, ce qui revenait toujours dans les discours publics, c'était la singularité, pour ne pas dire l'exceptionnalité de l'identité française. La deuxième croyance fondamentale est que l'identité nationale est enracinée dans la nuit des temps, qu'elle est le fruit d'une très longue histoire. Pourtant, les nations n'existent pas comme des isolats, mais dans l'ensemble d'autres nations, et, d'autre part, elles sont des constructions très récentes de la modernité.

Une identité nationale ne fait sens en effet que dans l'ensemble des identités nationales. Le principe national a émergé à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, s'est généralisé en Europe et dans les Amériques du Nord et du Sud au XIX<sup>e</sup> siècle, puis dans le monde entier au cours du XX<sup>e</sup>. C'est le premier principe d'organisation politique qui se soit effectivement universalisé. Sous sa forme idéale, la forme nationale fait office aujourd'hui de standard pour l'organisation politique des États de la planète. Un groupe de population semble aujourd'hui en droit de former un État indépendant si et seulement si cette population forme une nation. Le « national » n'existe donc qu'à travers son internationalisation. Précédemment, il existait une quantité de formes étatiques disparates, de la micro-principauté à l'État multinational, en passant par la ville libre. Et cette diversité politique ne faisait pas problème.

Ce qui émerge à partir de la Renaissance, et se consolide au XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est l'idée d'universalité en matière politique. D'où l'idée de démocratie et la naissance d'un corps politique de citoyens libres et égaux en droits. Il existe donc une forme légitime applicable partout et le « national » devient en quelque sorte un « universel du

<sup>1</sup> Martina Avanza et Gilles Laferté, « Dépasser la "construction des identités". Identification, image sociale, appartenance », dans *Genèses*, décembre 2005, pp. 134-152.

particulier ». Cette forme standard va s'incarner dans des États différents. C'est la mise en œuvre de ce qui figure dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Cette Déclaration proclame que la nation est souveraine et que les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Ces deux articles définissent le principe national moderne. Mais il faut souligner que la Déclaration de 1789 définit la nation dans son universalité, mais pas la nation française en particulier. Ce qui pose immédiatement un problème concret : où commence et où finit la nation ? Comment définir cette communauté politique, qui porte la légitimité et d'où procède la souveraineté ? La conception républicaine élargit la nation à tous les citoyens et se démarque des anciennes conceptions où la participation au politique était l'apanage d'une élite restreinte. Les frontières sont abolies dans l'ordre social. L'idéal d'universalité amène à déclarer des étrangers citoyens d'honneur de la République française. Mais, très vite, dans un contexte de guerre civile et de guerre aux frontières, la nation révolutionnaire est redéfinie comme nation française qui, en tant que telle, doit se protéger. Les membres de la nation sont solidaires entre eux et doivent donner leur vie quand elle est menacée.

*Q : Comment cette idée de protection s'est-elle construite ? Sous la menace étrangère ? Ou à partir d'un développement propre ?*

A-M.T. Les idées de la Déclaration de 1789 ne sont pas produites seulement dans l'espace français. Elles se sont développées aussi en Angleterre et dans tout l'espace réformé en Europe. La nation au sens culturel a été construite parallèlement à la nation au sens politique. En France, l'affirmation politique de la nation au moment de la Révolution française a été un événement majeur mais, très vite, la dimension culturelle a été travaillée aussi pour particulariser la nation.

Les diverses nations, particularisées par des facteurs culturels, sont conçues comme de grandes « familles ». Cette conception permet d'affirmer l'égalité et la fraternité des membres de la nation par delà les différences de statut social et les inégalités. La culture commune affirme et incarne cette unité de la nation. Contrairement à des thèses parfois développées<sup>2</sup>, toutes les nations ont été construites à la fois comme des corps politiques et comme des communautés culturelles. La dimension politique de la nation est universelle, elle prend cependant corps dans un espace géographique identifiable. Ce qui suppose le recours à des critères culturels particularisants. C'est donc en fait le culturel qui sert à délimiter la communauté politique. Mais affirmer, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, qu'il existe des communautés transsociales et spatialement délimitables est tout aussi révolutionnaire que de proclamer la nation politique. Car ces cultures nationales n'existent pas encore. Les cultures nationales actuelles ont été élaborées depuis cette période.

Ce processus s'est effectué intensément dans l'espace européen au XIX<sup>e</sup> siècle, ainsi que dans les anciennes colonies européennes dans les Amériques. Ce processus de construction des cultures nationales produit des configurations spécifiques mais selon un modèle commun. La modernisation politique va généralement de pair avec une modernisation économique et sociale, dont l'un des aspects fondamentaux est le processus de standardisation des échanges. N'oublions pas que c'est sous la Révolution française que sont officialisées les unités de mesure standardisées.

*Q : Comment est-ce que cela diffuse d'un pays à l'autre ?*

A-M.T. L'ère des nations, au XIX<sup>e</sup> siècle, est aussi l'époque de la Révolution industrielle, de la montée en puissance du capitalisme. C'est une sorte de première mondialisation, en tout cas une internationalisation des échanges. Pour que cela fonctionne, il faut un certain niveau d'abstraction dans les échanges. La langue doit par exemple se détacher de ses usages locaux, ce qui favorise la constitution de langues nationales.

*Q : Vous montrez dans vos travaux que c'est un processus porté par des groupes – intellectuels, artistes, etc. – qui ont des intérêts objectifs à défendre leurs positions dans les espaces sociaux et politiques. Cela veut-il dire que ces débats sur la nation et sur l'identité sont toujours relancés par l'élite ? Quels rapports avec les identités populaires ?*

A-M.T. Ce sont ces groupes qui produisent les nouvelles représentations dans l'ordre politique et dans l'ordre culturel. Ces catégories sociales changent à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle dans leur recrutement, dans leur place sociale, par l'émancipation vis-à-vis des anciennes forces sociales dominantes. Les intellectuels veulent s'affranchir de la sujétion du mécénat princier, ce qui permet l'émergence du public, ou plutôt des publics. L'évolution vers la

---

<sup>2</sup> La nation à la française serait une construction essentiellement politique alors que la nation allemande serait « culturelle ». Rien ne permet de valider cette distinction. Dans les années 1980, cette pseudo-dualité a surtout servi à relégitimer la question nationale, et à la dissocier des perspectives d'extrême-droite à laquelle elle était associée.

professionnalisation et l'autonomie s'engage. Parmi les individus qui vont participer activement, patriotiquement, à l'élaboration de leur culture nationale, il y eut des individus de l'entre-deux social, issus des classes populaires et ayant bénéficié d'une éducation qui n'était pas celle donnée aux enfants du peuple. Certains ont été soutenus par des cercles de la bourgeoisie intéressés à la mise en forme de nouvelles représentations du politique et du social. Ce ne furent évidemment pas des processus entièrement concertés, les nouvelles représentations se construisant progressivement.

En tout cas, il y eut un travail militant, en général sous l'intitulé « patriotique », pour diffuser largement les nouvelles idées et les représentations valorisantes de la nation. L'ennemi, c'était l'ancien monde, celui de la tyrannie, de l'obscurantisme, de l'asservissement de l'Homme. Ce n'était pas, initialement, l'étranger en tant que tel. D'ailleurs, les républicains, les libéraux, les progressistes se sont entraînés d'un pays à l'autre. Les nations qui émergeaient du reflux de l'Empire ottoman ont fait ainsi l'objet d'une sorte d'assistance internationale pour se construire, en termes politiques comme en termes culturels.

*Q : Construire l'identité nationale, c'est donc unifier l'espace politique, trouver des points communs aux variétés régionales. Comment cela se passe-t-il ?*

La culture nationale est créée, plus qu'inventée, par réorganisation, hiérarchisation, sélection, de formes culturelles pré-existantes. Elle a une fonction très précise, celle de souder une communauté de façon trans-sociale. Ce qui n'est pas du tout évident car il faut pour cela homogénéiser du très hétérogène sur le plan géographique et sur le plan social. En Allemagne, il s'agira par exemple de convaincre les élites de parler l'allemand, langue que l'aristocratie et le roi de Prusse méprisent et trouvent vraiment trop « populaire ». Les nouvelles cultures nationales doivent unir des individus que tout oppose dans l'espace social. Dans ce processus de modernisation, la diversité culturelle apparaît initialement comme un archaïsme associé à l'Ancien régime. Mais très vite, le processus d'unification culturelle nationale va aussi réintégrer la notion de diversité, notamment régionale.

*Q : Pouvez-vous préciser cela ?*

A-M.T. La diversité que l'on combat est valorisée en même temps comme vestige, comme trace, de la véritable culture nationale, héritée des « grands ancêtres », c'est-à-dire, dans le cas français, des fameux « nos ancêtres les Gaulois », promus à cette fonction à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle seulement. L'Académie celtique, créée au début du XIX<sup>e</sup> siècle, se donne pour mission de retrouver les véritables antiquités de la nation française dans les cultures populaires du territoire national. Elle lance donc un vaste programme ethnographique de collecte de la culture nationale, avec l'idée de produire ainsi les véritables archives culturelles de la nation française. Cette idée que la culture du peuple doit servir de référence à la culture nationale moderne est générale en Europe. La littérature romantique est pleine d'injonctions du type : « *il faut se replonger dans la culture populaire, s'y ressourcer, pour retrouver un esprit national authentique que le classicisme des élites d'Ancien Régime a étouffé* ».

Les cultures régionales, telles que nous les connaissons aujourd'hui, sont élaborées à leur tour, dans une deuxième phase au cours de laquelle une certaine diversité est réintroduite dans l'homogénéité.

*Q : Vous dites que la communauté nationale est nécessairement trans-groupes sociaux. La construction des cultures régionales n'est-elle pas aussi un moyen de masquer les cultures de classe ?*

Contrairement à ce que l'on croit souvent, la Troisième République française a beaucoup cultivé la célébration des cultures régionales. Elle a valorisé les enracinements régionaux, renvoyant les individus à leur diversité géographique (moins conflictuelle que la diversité sociale). Les cultures régionales, dans ce cadre, sont présentées comme des composantes harmonieuses de l'unité nationale, dans le cadre d'une hiérarchie où le régional est soit la reproduction du national, soit une des pièces de la merveilleuse mosaïque nationale. Il existe une quantité de représentations concrètes de cette configuration, notamment la farandole en costumes régionaux. Les salons de l'Hôtel de ville de Paris sont ornés d'exemplaires remarquables de la célébration picturale des régions françaises. Dans le même temps, sont opérées aussi des constructions culturelles de type national, comme celle que Mistral a faite pour la Provence.

1848, le printemps des peuples, a été dans plusieurs pays européens une défaite, dans l'immédiat, des révolutions nationales, mais dans les décennies suivantes le principe national comme mode d'organisation politique s'est progressivement imposé. Mais 1848 marque aussi la naissance de l'internationalisme de type marxiste et la mise au jour de la véritable contradiction du modèle national : l'égalité juridique dans le cadre national s'accompagne du maintien des inégalités économiques. D'où l'opposition entre communauté trans-sociale à définition nationale et communauté transnationale à contenu de classe, même si, dans la réalité, les rapports entre national et internationalisme seront assez complexes. La Troisième République vient après la Commune. D'où la

faveur des républicains pour une construction trans-sociale qui se fasse de façon pacifique, en déminant les conflits. Ils savent que l'intégration du peuple dans la République impose une éducation nationale, patriotique et civique, notamment à l'école. Pour cela, il ne suffit pas d'apprendre aux enfants la Marseillaise. Il faut les « franciser » avant de les « républicaniser ». La pédagogie sera donc concrète, proche des réalités, inspirée d'ailleurs par ce qui se fait en Allemagne. L'éducation sera nationale mais sans évacuer les références à l'environnement local de l'enfant, au contraire. Il s'agit de faire de « l'amour de la petite patrie la base pour l'amour de la grande Patrie ». Les cultures régionales ont donc été valorisées comme première étape d'apprentissage de la culture nationale. S'il y a une période où le régionalisme s'est épanoui, dans toute l'Europe, c'est entre 1870 et 1940.

*Q : Le récit national est resté longtemps en décalage avec la citoyenneté. À quelle époque se noue l'articulation entre nationalité et citoyenneté comme ensemble des droits politiques, dont le droit de vote ?*

A-M.T. L'idéal qui est à la base de la nation fait coïncider appartenance à la nation et citoyenneté. Concrètement, les élites au pouvoir limitent longtemps l'accès aux droits politiques, qui ne seront donnés que progressivement. Le « Peuple », dans la rhétorique nationale, a aussi deux sens. D'un côté il est la communauté trans-sociale dans son ensemble et son évocation renvoie à l'ancrage de la nation dans la nuit des temps. Mais l'intégration du peuple au sens social dans la communauté politique est différée, en attendant qu'il soit « éduqué » et « civilisé ». On sait que les femmes seront, particulièrement en France, longtemps exclues des droits politiques, en dépit du rôle valorisée que leur accorde la nation, comme « gardiennes de la tradition ». Dans le même ordre d'idées, des catégories entières d'êtres humains sont exclues du national : les peuples des colonies, les « nations en formation ». Dans un texte de 1920, Marcel Mauss déclare explicitement que la nation est le stade ultime de la civilisation. Mais pour lui, pas une seule population d'Afrique ne peut prétendre à ce stade, et très peu en Asie et en Amérique du Sud<sup>3</sup>. Ce texte est une indication précieuse des conceptions de la nation dans les milieux européens « éclairés », au moment où se formait la Société des Nations.

*Q : Aujourd'hui, à droite notamment, on considère que l'identité nationale est menacée. S'agit-il d'une nouveauté ou y a-t-il des précédents dans l'histoire ?*

A-M.T. : C'est une idée qui est apparue à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, au moment où la nation était devenue l'espace politique organisateur dans une bonne partie de l'Europe. La phase volontariste de construction était achevée et de grands États-nations existaient désormais et commençaient à se concurrencer économiquement et militairement. Ce qui a fait apparaître aussi les contradictions du modèle, les intérêts de classe, de groupe, etc. Aujourd'hui, la question de l'identité nationale – plus précisément des dangers qu'elle est supposée courir – a resurgi en France mais aussi ailleurs. C'est le sujet international de ce début du XXI<sup>e</sup> siècle. Tous les débats actuels tournent en fait autour de la globalisation et de l'idée qu'il faudrait revenir à des repères sûrs, comme l'identité nationale. Dans les années 1970, la guerre froide structurait le débat : capitalisme ou révolution marxiste internationale. C'est parce qu'on a changé d'ère que le débat a changé. La question nationale a resurgi à cause de l'incapacité à repenser la question internationale. Aujourd'hui, la seule figure autre que le national est la globalisation. Elle angoisse parce que nous ne disposons pas d'instrument pour la comprendre et la représenter concrètement, pour la penser culturellement et politiquement. Il faut rappeler que le national a permis de représenter et d'avoir des moyens d'action sur la réalité nouvelle qui se mettait en place avec la révolution industrielle et le capitalisme il y a deux siècles. On a pu ainsi la comprendre, s'y situer et élaborer des moyens de contrôle. Nous sommes aujourd'hui dépourvus de tout cela, en face d'un grand vide politique, de représentation et donc d'action. Ce qui explique sans doute le retour du religieux, grande force de rassemblement des individus. Mais aussi celle du national, même si chacun sait que le national n'a plus la force d'organisation et de contrôle de l'économie qu'il avait autrefois. On réactive donc le discours de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les discours nationalistes d'angoisse, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, s'en prenaient aux étrangers et aux juifs, accusés de vouloir la fin de la nation. Aujourd'hui les immigrants sont mis dans cette position.

*Propos recueillis par Romain Bertrand, Jacques Defrance et Louis Weber*

---

<sup>3</sup> Ce texte intitulé *La Nation*, qui apparaît rétrospectivement violent lorsqu'il traite des populations non européennes, peut être consulté sur : [http://classiques.uqac.ca/classiques/mauss\\_marcel/oeuvres\\_3/oeuvres\\_3\\_14/la\\_nation.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/mauss_marcel/oeuvres_3/oeuvres_3_14/la_nation.html).